

Dernière innovation de la Silicon Valley : le salaire minimum le plus haut du monde



Manifestation en faveur de la hausse du salaire minimum, à Sacramento, en Californie.
aseng@sacbee.com/ZUMA/REA

Salaire minimum à 15 dollars de l'heure en Californie en 2020, forte hausse au Royaume-Uni... Le salaire minimum connaît un net retour en grâce dans les pays « libéraux », contrairement à la France où il ne connaît plus que des augmentations minuscules ces dernières années (suivant en cela les recommandations des « [groupes d'experts](#) » qui osent recommander de ne pas augmenter le Smic quand en eux bénéficient de salaires très confortables).

Une situation qui est la conséquence de l'incapacité de nombreux travaux à montrer de manière déterminante que le Smic est néfaste à l'emploi, ainsi que des introductions réussies du salaire minimum au Royaume-Uni et en Allemagne.

Salaire minimum : la réussite allemande

Ainsi que l'explique [Ronald Janssen](#), conseiller auprès des syndicats représentés à l'OCDE, l'introduction en janvier 2015 d'un salaire minimum de 8,50 € en Allemagne n'a pas conduit aux destructions d'emplois prédites par les libéraux, le chômage continuant au contraire sa décrue, la baisse s'accroissant même. Ainsi, c'est 200 000 emplois (!) qui n'ont pas disparu contrairement au consensus des prédictions des instituts économiques allemands. Un constat que même la très conservatrice Bundesbank a dû reconnaître.

L'introduction en janvier 2015 d'un salaire minimum de 8,50 € en Allemagne n'a pas conduit aux destructions d'emplois prédites par les libéraux

De plus, l'introduction du salaire minimum a permis la conversion de milliers d'odieux mini-jobs en emplois « normaux », contribuant aux taux réguliers à la Sécurité sociale. La preuve que la flexibilité, loin de créer des emplois, [détruit de bons emplois pour en créer de mauvais à la place](#). Enfin, le salaire minimum a été favorable à la dynamique salariale, notamment dans l'est de l'Allemagne, dans les secteurs où les travailleurs à bas salaires sont sur-représentés (hôtellerie-restauration, textile, sécurité...).

Le succès du Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, l'introduction en 1999, sous Tony Blair, d'un *minimum wage* s'est faite de manière très prudente, à un niveau très bas pour éviter tout impact négatif sur l'emploi tout cela étant orchestré sous la supervision d'une *Low Pay Commission* indépendante conseillant le gouvernement sur ses sujets. Mais comme les effets négatifs (supposés) d'un salaire minimum de plus en plus élevé sur l'emploi ne sont pas apparus, la Commission a recommandé, et le gouvernement a décidé, d'accroître de plus en plus le salaire minimum.

Le ministre des finances George Osborne vient même de décider de le [porter](#) à £7,20 pour les plus de 25 ans, avec un objectif de £9 en 2020. Ainsi que l'explique [Ian Begg](#), professeur à la London School of Economics, « *George Osborne voulait, en échange de la hausse du salaire minimum, réduire progressivement le crédit d'impôts versé aux foyers percevant les revenus les plus faibles, crédit d'impôts qui pèse sur les comptes sociaux* ». Pourquoi n'entend-on pas la même chose en France, alors que les salaires minima anglais et français sont désormais proches ? Cependant, « *face à la résistance du parti travailliste et d'une partie des députés conservateurs, il a renoncé à remettre en cause le crédit d'impôt, mais a maintenu la hausse du salaire minimum. Son pari est de faire en sorte qu'avec la hausse du pouvoir d'achat et la bonne santé de l'économie, le montant global du crédit d'impôts finisse par baisser.* »

Comme le note Begg, les résistances aux hausses du salaire minimum, très fortes en 1998, sont aujourd'hui nettement réduites. Pour lui, « *Globalement en 2016, les économistes n'expriment pas de crainte pour l'emploi, le patronat non plus, si ce n'est les patrons de l'hôtellerie et du commerce, ainsi que ceux du public. En effet les infirmières ou les auxiliaires de vie sont souvent rémunérées par les collectivités locales, dont le budget a déjà été amputé par les mesures d'économies de George Osborne.* »

Tiens, se demande-t-on ? Pourquoi n'entend-on pas la même chose en France, alors que les salaires minima anglais et français sont désormais proches ?

Aux Etats-Unis : un féroce débat

Aux Etats-Unis, le débat sur le salaire minimum est très intense, que ce soit au sein de la classe politique ou parmi les économistes (lire à ce sujet le passionnant travail de [Jérôme Gautié](#) sur les débats autour du salaire minimum en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Il est d'ailleurs au cœur de la campagne actuelle, Bernie Sanders mais aussi Hillary Clinton s'étant engagés en faveur d'un salaire minimum fédéral de 15 dollars de l'heure en 2020 s'ils sont élus à la Maison Blanche.

Et les choses viennent de s'accélérer, puisque la Californie, où le salaire minimum est déjà plus élevé que le misérable salaire fédéral (10\$ contre 7,25\$ de l'heure) a voté en faveur de la création d'un salaire minimum de 15\$ de l'heure à l'horizon 2020. La Californie a voté en faveur de la création d'un salaire minimum de 15\$ de l'heure à l'horizon 2020 Une décision qui sanctionne la réussite du mouvement « 15 \$ now » qui a réussi à allier des forces syndicales et associatives, des travailleurs de diverses origines, travaillant dans des secteurs différents... allant jusqu'à obtenir de mettre au vote cette question en novembre, ce que Jerry Brown, le gouverneur démocrate de l'Etat, préférerait éviter, le conduisant ainsi à concéder l'augmentation salariale demandée par les travailleurs pauvres.

Du côté des économistes, le débat fait rage depuis plusieurs années déjà. 600 d'entre eux, parmi lesquels les lauréats du prix de la Banque de Suède Vernon Smith, Edward Prescott et Eugene Fama, avaient ainsi signé en 2014 une [pétition](#) contre les projets de Barack Obama d'augmentation du salaire minimum fédéral. Pour eux, la solution à la lutte contre la pauvreté ne passe pas par l'augmentation du salaire minimum, qui détruit des emplois, mais par des actions ciblées en direction des personnes et des ménages pauvres.

A cela ont répondu [600 autres économistes](#), qui demandaient à Barack Obama d'aider les 17 millions de travailleurs, en très grande majorité des femmes, percevant le salaire minimum. Citant les « *importantes avancées intervenues dans la littérature économique* », les auteurs de cette seconde pétition estiment que « *les hausses de salaire minimum ont très peu d'impact négatif sur l'emploi de ces travailleurs, si ce n'est aucun, et ce même durant les périodes de faiblesse du marché du travail.* » Selon eux, « *la recherche suggère qu'une hausse du salaire minimum pourrait avoir un petit effet stimulant sur l'économie à mesure que les travailleurs à bas salaires dépensent leurs revenus supplémentaires, ce qui accroîtra la demande et les créations d'emplois* ». Parmi les signataires, on relève des noms des « Nobels » Kenneth Arrow, Peter Diamond, Michael Spence,

Robert Solow, Joseph Stiglitz, ou encore de Richard Freeman et Lawrence Summers (Harvard), Daron Acemoglu (MIT), etc.

Les économistes avec Sanders

Aujourd'hui, on trouve plus de 200 économistes pour avoir signé une [pétition](#) soutenant la proposition de Bernie Sanders d'un salaire fédéral minimum de 15 dollars. Pour eux, le salaire minimum a dramatiquement stagné : s'il avait suivi l'inflation et la productivité moyenne depuis 1968, il serait aujourd'hui de 26 dollars de l'heure. Ils relèvent d'ailleurs que 29 Etats ont des niveaux de salaire minimum supérieur au niveau fédéral – y compris Washington D.C. – tout comme certaines villes (Los Angeles, San Francisco, Seattle).

Les auteurs d'une pétition soulignent les effets bénéfiques sur la demande globale d'un salaire minimum plus élevé

S'ils reconnaissent que porter le salaire minimum à 20 dollars n'est pas une hausse « modeste », ils estiment que les entreprises peuvent néanmoins absorber cette hausse assez facilement, en augmentant de façon marginale leurs prix ou leur productivité et en diminuant très légèrement la part des profits. Ainsi McDonald's pourrait couvrir la moitié du coût de la hausse du salaire en augmentant le prix de son célèbre Big Mac de 7 cents par an seulement (soit une hausse de \$4,80 à \$5,08 en quatre ans), l'autre moitié étant obtenue par des gains de productivité ou un partage des richesses plus favorable aux salariés.

Enfin, les auteurs soulignent les effets bénéfiques sur la demande globale d'un salaire minimum plus élevé.

Conclusion : vive les (pays) libéraux ?

On ne citera pas ici les centaines d'études consacrées à la question de l'impact des hausses de salaire minima sur l'emploi. Il nous semble que les expériences en vrai grandeur, celles, passées, du Royaume-Uni et de l'Allemagne et celles, à venir, de la Californie, démontrent que, loin de s'opposer, emploi et salaire sont le plus souvent complémentaires. Autrement dit, le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi, « même » pour les bas salaires.

Reste que sur le plan intellectuel et politique, il est remarquable qu'en France, ni le PS ni l'UMP ne proposent plus désormais – et depuis longtemps déjà – d'accroître le salaire minimum, dont le niveau est pourtant bien insuffisant pour bien vivre. On espère donc, sans trop y croire, que les fortes hausses décidées dans des pays réputés pour leur caractère « anti-social » viendront remettre en cause ce navrant consensus et faire de la question du Smic, et des salaires plus généralement, l'une des questions économiques et sociales des prochaines élections.